

Publié le 16 décembre 2020

Ce que les nominations de Joe Biden laissent entrevoir pour sa politique extérieure et intérieure

Joe Biden a d'ores et déjà annoncé un certain nombre de nominations au sein de son cabinet. Si elles sont confirmées, elles vont très probablement refaçonner la politique aussi bien intérieure qu'extérieure des USA sur différents sujets, en particulier ceux qui intéressent prioritairement l'Église catholique.

Les choix annoncés par Joe Biden pour la formation de son cabinet constituent des indices pour entrevoir certaines orientations du prochain président des États-Unis dans le domaine de sa politique intérieure comme extérieure. La plupart ont déjà servi sous la présidence Obama et se sont nettement positionnés et/ou ont clairement agi en faveur de mesures progressistes.

Politique extérieure

Antony Blinken au Secrétariat d'État

M. Biden a choisi Antony Blinken pour être son futur secrétaire d'État. Ancien secrétaire d'État adjoint sous le président Obama, Antony Binken a également été l'assistant et le conseiller à la sécurité nationale du prédécesseur de Trump, et il a travaillé au Conseil national de sécurité dans l'administration Clinton. La nomination d'un ancien fonctionnaire du président Obama à la tête du département d'État pourrait indiquer un changement de la politique américaine sur la promotion des LGBTQ et sur la défense de la liberté religieuse à l'étranger.

Sous l'administration Obama, les États-Unis ont investi des dizaines de millions de dollars pour promouvoir les revendications des LGBTQ. En 2015, l'administration Obama a créé et nommé le tout premier envoyé spécial pour les questions LGBTQ au département d'État. Les USA ont également été critiqués par de nombreux défenseurs de la liberté religieuse pour avoir adopté une approche plus souple de cette question à l'étranger, voire pour l'avoir négligée. De longues périodes d'inactivité en ce domaine ont marqué la présidence Obama, en raison de la vacance d'un poste clé du département d'État, celui d'ambassadeur itinérant pour la liberté religieuse internationale.

Le président de l'Institut pour la liberté religieuse, le Dr Tom Farr, a récemment déclaré à la Catholic News Agency (CNA) que les États-Unis pourraient sous la présidence Biden aller plus loin que la simple tentative de mettre fin aux violences contre les personnes ayant des attirances envers le même sexe. Le département d'État pourrait influencer activement l'opinion publique sur le programme LGBTQ dans les pays en développement, notamment en faisant pression sur les organisations non gouvernementales pour qu'elles changent leurs convictions sur le mariage.

Dans le cadre de la promotion de la liberté religieuse internationale, le département d'État produit un rapport annuel et classe certains pays en fonction de leur degré de protection de la liberté religieuse. L'administration Trump a adopté une approche ferme en soutenant ce rapport, en condamnant la persécution religieuse et en désignant nommément les responsables de politiques oppressives en différents pays. Pendant la présidence Trump, le secrétaire d'État Mike Pompeo a condamné à de nombreuses reprises les abus commis par la Chine à l'encontre des Ouïghours dans le Xinjiang. Les États-Unis ont également formé l'Alliance internationale pour la liberté religieuse et ont organisé la toute première conférence ministérielle sur la liberté religieuse, à laquelle ont participé des dirigeants religieux et civiques de plus de cent pays.

D'autres préoccupations humanitaires urgentes, telles que la violence au Nigeria, qui a déplacé des millions de musulmans et de chrétiens, et la diminution de la population chrétienne au Moyen-Orient, se présenteront dans l'agenda du futur Secrétaire d'État. L'approche de ces problèmes par Antony Blinken pourrait être marquée par une moins grande fermeté. Lorsqu'il a présenté le rapport 2015 du Département d'État sur la liberté religieuse, il a en effet souligné que «l'objectif de ce rapport annuel n'est pas de faire la leçon», mais plutôt «d'informer, d'encourager et, en fin de compte, de persuader».

Comme secrétaire d'État adjoint sous Obama, M. Blinken faisait partie d'une administration qui a poursuivi l'accord nucléaire avec l'Iran et la participation des États-Unis à l'accord de Paris sur le climat, accords soutenus par la Conférence des évêques américains et le Saint-Siège.

L'administration Trump s'est retirée des deux accords et a augmenté les sanctions de «pression maximale» sur l'Iran. M. Blinken pourrait travailler à la relance des relations des États-Unis avec l'Iran et à la participation des États-Unis aux accords internationaux sur le climat.

Linda Thomas-Greenfield aux Nations Unies

Joe Biden a également désigné Linda Thomas-Greenfield comme future ambassadrice américaine aux Nations Unies. Mme Greenfield a servi dans l'administration Obama en tant que secrétaire d'État adjointe aux affaires africaines, et avant cela, comme ambassadrice au Liberia. Elle a notamment combattu des lois qui, selon elle, étaient discriminatoires à l'égard de la communauté LGBTQ, y compris la criminalisation des relations homosexuelles¹ dans des pays comme l'Ouganda et le Nigeria. Malgré les pressions financières, la promotion par l'administration Obama des revendications LGBTQ en Afrique s'est heurtée à une certaine résistance. Comme par un retour de bâton, certains pays africains ont pris des lois plus strictes contre les personnes ayant des attirances envers le même sexe et ont exercé des violences à leur encontre. L'Ouganda par exemple a promulgué une loi criminalisant l'homosexualité. Par ailleurs, alors que le président Obama, lors d'un voyage au Kenya en 2015, promouvait «les droits des gays et des lesbiennes», le cardinal nigérian John Onaiyekan d'Abuja a répondu que «notre Église a toujours dit que l'homosexualité n'est pas naturelle et que le mariage est entre un homme et une femme».

Lors d'une audition au Congrès en avril 2014, Linda Greenfield s'est prononcée contre la proposition de «législation anti-LGBT» en Afrique qui conduisait à «un regain de violence contre la communauté LGBT». «Nous sommes en train de revoir cette relation et notre financement pour voir où des changements peuvent être apportés et en particulier des changements qui retireront des fonds aux organisations et entités qui discriminent la communauté LGBT», a-t-elle déclaré. En 2015, à l'occasion d'une visite du président nigérian aux États-Unis, elle aurait déclaré que «notre politique sera de continuer à faire pression sur le gouvernement du Nigeria ainsi que sur les autres gouvernements qui ont adopté des lois discriminatoires à l'égard de la communauté LGBT».

Pendant l'administration Trump, les États-Unis se sont prononcés contre l'avortement en tant que droit humain international à l'Assemblée générale des Nations unies. Comme Joe Biden s'est engagé à soutenir l'avortement légal et à annuler l'interdiction de financer les promoteurs et les fournisseurs d'avortement étrangers, son administration pourrait également promouvoir l'avortement légal dans le cadre de la diplomatie. Lorsque Ivanka Trump a *tweeté* le 30 octobre qu'elle était «résolument pro-vie», Mme Greenfield a répondu : «Bien ! Pro-vie signifie soutenir la vie des enfants enlevés à leurs parents à la frontière, des enfants pauvres et des personnes atteintes de Covid...».

John Kerry envoyé spécial sur le climat

Joe Biden a fait appel à l'ancien secrétaire d'État John Kerry pour faire partie de son cabinet en tant qu'envoyé spécial du président pour le climat. En 2015, Kerry a fait l'éloge de l'encyclique écologique du pape François, *Laudato Si'*, qu'il a qualifié de «puissante», déclarant au magazine *Time* que le pape avait «appliqué de manière réfléchie» la valeur de la gestion de l'environnement «à la menace très réelle à laquelle notre planète est confrontée aujourd'hui».

Politique intérieure

Joe Biden a déjà nommé des fonctionnaires au Département d'État et au Département de la santé et des services sociaux, des départements sensibles qui pourraient avoir d'importantes répercussions sur les questions de liberté religieuse aux USA.

Xavier Becerra secrétaire du HHS

Le choix du procureur général de Californie Xavier Becerra comme secrétaire département de la Santé et des Services sociaux des États-Unis (*United States Department of Health and Human Services, HHS*) soulève de sérieuses questions quant à l'effet possible de son *leadership* sur des questions centrales pour les organisations catholiques. M. Becerra a été impliqué dans deux affaires devant la Cour suprême contre des groupes pro-vie et les Petites Sœurs des Pauvres, et il a fait appliquer de manière agressive le mandat de couverture de l'avortement en Californie. Son bureau a également continué à lutter contre l'activiste pro-vie David Daleiden devant les tribunaux pour avoir publié des conversations sous couverture avec des responsables de *Planned Parenthood*.

Marcia Fudge secrétaire au Logement et au Développement urbain

Joe Biden a également contacté Marcia Fudge pour qu'elle devienne secrétaire au Logement et au Développement urbain. L'agence supervise la politique dans un certain nombre de domaines qui préoccupent les catholiques, notamment les refuges pour sans-abri et les pratiques équitables en matière de logement. Les règles de cette agence ont suscité des critiques de la part de la conférence des évêques américains sous les administrations Obama et Trump.

En 2016, l'administration Obama a exigé que les refuges partenaires du gouvernement acceptent des clients en fonction de leur identité sexuelle et leur permettent un accès égal aux installations, grâce à la règle de l'égalité d'accès. En vertu de cette règle, par exemple, les hommes qui s'identifient comme des femmes doivent être logés avec des femmes et avoir accès aux salles de bain des femmes. Les évêques américains ont déclaré que cette loi menacerait la sécurité des femmes dans les logements pour personnes seules.

Mme Fudge a soutenu le maintien de cette règle, cosignant une lettre de juillet des membres du Congrès à l'administration Trump leur demandant de ne pas la modifier. Elle a également été l'une des premières à co-parrainer la loi sur l'égalité, qui ferait de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre des catégories protégées dans un certain nombre de domaines, dont le logement.

L'été dernier, la Conférence des évêques américains a critiqué les modifications apportées par le United States Department of Housing and Urban Development (département du Logement et du Développement urbain des États-Unis), de Trump aux règles fédérales en matière de logement équitable. La conférence a déclaré que le changement de règles a affaibli la surveillance fédérale contre la discrimination raciale dans les pratiques de logement.

Susan Rice au Conseil de politique intérieure

Joe Biden a également annoncé qu'il avait choisi Susan Rice pour diriger son Conseil de politique intérieure. Mme Rice a servi dans les milieux de la politique étrangère au sein de l'administration Obama en tant qu'ambassadrice aux Nations unies, puis en tant que conseillère à la sécurité nationale auprès du président Obama. Mme Rice a fait de la promotion des droits des LGBT une priorité dans son travail au sein de l'administration Obama et s'est déclarée «pro-choix». *Planned Parenthood* a fait l'éloge de sa nomination en tant qu'ambassadrice aux Nations unies, déclarant qu'elle contribuerait à «l'égalité des femmes et à la santé des femmes dans le monde».

Ron Klain chef de cabinet à la Maison Blanche

Le chef de cabinet de M. Biden à la Maison-Blanche serait Ron Klain, qui lui a déjà servi de chef de cabinet lorsqu'il était vice-président. Dans un article paru le 11 juin 2019 dans le *Washington Post*, Ron Klain a averti que la Cour suprême pourrait annuler l'arrêt *Roe vs Wade* et «imposer des restrictions nationales sur l'avortement, même dans les États pro-choix». Au cours de sa campagne, Joe Biden s'est lui-même engagé à promulguer des protections fédérales radicales pour un accès illimité à l'avortement, afin d'éviter que les États ne limitent cette pratique.

Vivek Murphy à la Santé publique

Joe Biden a également nommé des personnes à des postes clés dans le domaine des soins de santé pendant la pandémie de coronavirus. En particulier Vivek Murthy au poste de «*surgeon general*2» poste qu'il a occupé de décembre 2014 jusqu'à la fin de la présidence d'Obama. M. Murthy a alors soutenu le mandat de l'administration Obama en matière de contraception. Concernant les mandats de vaccination, il s'est exprimé en 2015 sur la nécessité pour les parents de vacciner leurs enfants contre des maladies telles que la rougeole, et il a exprimé son inquiétude quant à la propagation de la maladie dans les régions où de grandes communautés religieuses refusent les vaccinations.

Laure-Marie de Synthe

Source : [Catholic News Agency](#)

Retrouvez cet article sur [srp-presse.fr](#)